Département du Rhône Le département concentre un quart des emplois et de la population de la région

Chiffres-clés



1 843 300 habitants

23 % de la population régionale



13,9 % de la population sous le seuil de pauvreté



494 700 résidents travaillent dans une autre commune

dont 12 % hors du département



+ 0,9 % d'habitants par an

entre 2012 et 2017



0,4 % de la population à plus de 30 min

des équipements supérieurs



12 % des emplois dans l'industrie



8 % de seniors de plus de 75 ans



13 % de ménages vulnérables face aux dépenses énergétiques



89 % des locaux éligibles

au très haut débit

Sources: Insee, Recensements de la population 2012 et 2017, Filosofi 2016, Estel 2016, BPE 2017, distancier Métric; France Très haut débit T2 2017

Un département de plus en plus peuplé

Au 1er janvier 2017, le Rhône compte 1 843 300 habitants, soit près du quart de la population de la région. La croissance démographique du département est rapide (+0,9 % par an entre 2012 et 2017, contre +0,6 % dans la région), soit + 16 100 habitants chaque année. C'est la troisième hausse la plus importante parmi les départements de la région après la Haute-Savoie et l'Ain. Son dynamisme démographique, longtemps dû à l'excédent des naissances sur les décès, profite désormais aussi d'une hausse de l'attractivité du territoire. Avec l'étalement urbain de Lyon, le Rhône hors Métropole contribue à parts égales à cette croissance (figure 1).

À l'horizon 2050, le Rhône devrait encore gagner environ 370 000 personnes, notamment grâce aux naissances, nombreuses en raison de la jeunesse de sa population. Les départs devraient être plus nombreux que les arrivées, l'étalement périurbain de Lyon s'effectuant de plus en plus en dehors du département, vers l'Ain, la Loire et l'Isère.

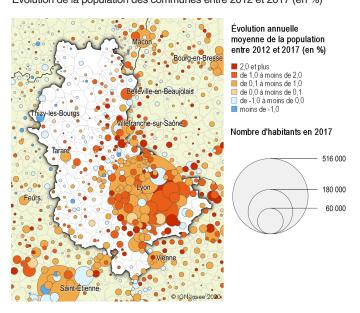
En particulier, le nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus serait multiplié par 1,8 en 2050 (266 000 seniors estimés). Même si les évolutions n'y sont pas les plus importantes, du fait de sa population jeune, le Rhône est le département de la région où le nombre de seniors et de seniors dépendants est le plus élevé en 2015, comme il devrait l'être aussi en 2050. Cela suppose donc d'adapter les moyens de prise en charge de cette population à plus long terme, notamment en ce qui concerne l'offre de places en Ehpad et les aides à domicile.

Un territoire qui continue de se densifier

En raison de sa faible superficie, le département affiche une densité moyenne élevée (560 hab/km²). Au sein du territoire, la Métropole de Lyon est particulièrement dense (2 570 hab/km²). Cependant, le Rhône

1 L'étalement urbain de Lyon se poursuit

Évolution de la population des communes entre 2012 et 2017 (en %)



Source : Insee, Recensements de la population 2012 et 2017

hors Métropole est également plus dense qu'en moyenne régionale (160 hab/km² contre 110 hab/km²).

Par ailleurs, les entrées d'actifs occupés (solde de 93 500 entrants) et de touristes, notamment à Lyon, amplifient la densification du territoire. La densité d'emploi au lieu de travail a augmenté de 0,8 % par an dans le

Rhône entre 2006 et 2016. En particulier, dans la Métropole de Lyon, la densité d'emploi s'accroît à la même vitesse que dans le département et se situe à 1 300 emplois par km² en 2016, soit 25 fois plus qu'en moyennes régionale et nationale.

De plus, l'artificialisation des sols est importante et progresse vite. Ce phénomène de densification soulève ainsi d'importants enjeux en matière d'aménagement du territoire et d'espaces naturels à préserver.

Un réseau de transports face aux déplacements croissants

En lien avec l'accroissement de la population et l'étalement urbain, les déplacements domicile-travail sont de plus en plus nombreux (figure 2). En 2016, parmi l'ensemble des personnes habitant ou travaillant dans le département, 77 % changent de commune ou d'arrondissement pour travailler. Ce nombre de navetteurs augmente 2,4 fois plus vite que la population active occupée. Entre 2011 et 2016, on compte ainsi 11 500 navetteurs supplémentaires chaque année dans le département. Le nombre d'actifs occupés résidant loin de leur emploi, souvent hors du département, s'accroît. La part des navetteurs entrant dans le département est stable, tandis que celle des sortants augmente. Si ces derniers sont encore peu nombreux (58 800 en 2016 soit 8 % des navetteurs), leur nombre s'accroît à un rythme soutenu.

24 % des actifs occupés rhodaniens utilisent les transports en commun pour aller travailler (contre 11 % dans la région). Ce taux monte à 29 % dans la Métropole de Lyon. En dix ans, le nombre d'actifs occupés résidents usagers des transports en commun a augmenté de 3,3 % par an, soit beaucoup plus vite que la population active occupée.

Adapter le réseau de transports, en particulier continuer à développer les transports en commun (lignes, fréquence...), est donc un enjeu majeur pour répondre aux besoins des usagers quotidiens et faire face à la hausse attendue de ces mouvements dans les années à venir.

Une forte concentration des emplois

Le Rhône représente plus du quart de l'emploi régional, un chiffre en hausse. L'influence de Lyon dépasse largement le territoire du département. Près d'un quart des actifs occupés sous influence du pôle urbain de Lyon résident dans un autre département (134 000 en Isère et 102 000 dans l'Ain notamment). Dans le Rhône, l'emploi augmente légèrement moins vite que la population, mais ce rythme est toutefois 2,3 fois plus rapide que la moyenne régionale. Cela implique un accroissement de la concentration des emplois et du rôle moteur du département dans l'activité économique régionale. Les politiques récentes liées à la régionalisation ont accentué ce phénomène en favorisant le retour des emplois dans les grands pôles. Il reste à évaluer si cette stratégie est soutenable au vu des enjeux associés.

Des tensions sur le marché du logement

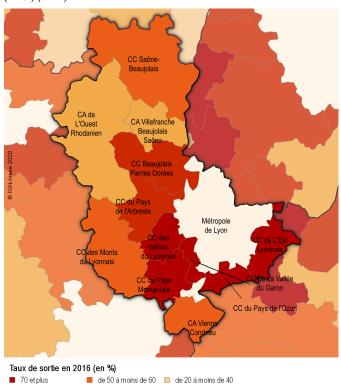
Autre conséquence de l'attractivité de Lyon et de la densification du département, les difficultés liées au logement s'accentuent. Dans la Métropole en particulier, 13 % des habitants sont en situation de suroccupation de leur logement, contre 9 % en France. Face à un prix du foncier très élevé qui continue à croître, notamment dans la Métropole de Lyon, les tensions sur le marché de l'immobilier et sur la demande de logements sociaux sont importantes. Dans ce contexte, le maintien de la dynamique de construction de logements est primordiale.

De fortes inégalités sociales

Le niveau de vie médian des ménages rhodaniens se situe parmi les plus élevés d'Auvergne-Rhône-Alpes (22 000 euros par an contre 21 500 euros dans la région). Parallèlement, 13,9 % des ménages du Rhône vivent sous le seuil de pauvreté, soit davantage qu'au niveau régional (12,7 %) mais moins qu'en France métropolitaine (14,7 %). Le Rhône présente ainsi de fortes inégalités sociales : le rapport entre le

2 De nombreux « navetteurs » quittent leur territoire pour aller travailler

Taux de sortie par établissement public de coopération intercommunale (EPCI) (en %)



Note de lecture : dans la CC des Monts du Lyonnais, le taux de sortie est de 54 %, c'est-à-dire que 54 % des habitants de la CC ayant un emploi travaillent en dehors de la CC. Source : Insee. Recensement de la population 2016

■ de 60 à moins de 70 ■ de 40 à moins de 50 □ moins de 20

niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés et celui plafond des 10 % les plus modestes atteint 3,7 dans le département, derrière la Haute-Savoie (4,3).

Les actions visant à soutenir les plus faibles revenus et favoriser une certaine mixité sociale au sein du territoire devraient donc être privilégiées. Dans cette optique, les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), mis en place en 2014, nécessitent un suivi particulier. Avec 43 QPV, le Rhône rassemble 42 % de la population en QPV de la région. C'est ainsi près de 10 % de la population départementale qui habite dans un QPV, davantage qu'en moyenne régionale (5,3 %). ■